

Édition des cahiers de doléances/cahiers citoyens 2018-2019 pour la Charente-Maritime

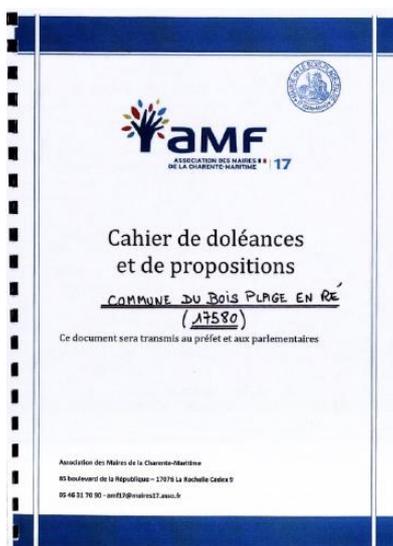
par Marie-Anne Chabin, 2024

Le Bois-Plage-en-Ré

code INSEE : 17051

2 246 habitants

Communauté de communes : Île de Ré



Original aux Archives départementales de Charente-Maritime (4275W181) ; copie numérique aux Archives nationales.

Forme : 25 feuilles reliées avec baguette de plastique noir.

Couverture AMF couleur.

Titre : Cahier de doléances et de propositions.

Insertion de la motion de soutien à l'action dit des "Gilets jaunes" de l'AMF17.

10 contributions.

Pour en savoir plus : <https://www.marieannechabin.fr/cahiers-de-doleances-2018-2019/>

Où déploré =
+ le manque de justice sociale dans notre société.
+ l'inertie écologique du gouvernement.
+ les besoins constants de niveau de vie pour les catégories les plus faibles de notre société - (parallèlement à une augmentation faramineuse de salaires et dividendes versés à d'autres catégories).

Le 28 01 2019

Bravo pour ce grand débat. Faisons évoluer notre république PARLEMENTAIRE.
Diminution du nombre de députés et sénateurs.
Que le sénat et le conseil économique et social fusionnent.
Pour les parlementaires surveillance stricte de l'usage de l'indemnité de représentation parlementaire pour chaque note de frais et chaque année pour tous.
Que les observations des cours des comptes régionales et nationale soient impératives.

① L'île de Ré où je demeure devrait être un paradis écologique et social : il n'en est rien (pesticides et logements trop chers)...

Règles appliquées pour l'édition des contributions

Les contributions ont été numérotées de 1 à N. La forme (manuscrite ou dactylographiée) est indiquée, ainsi que le nombre de lignes sur le cahier original et le nombre de mots de la contribution. Il est précisé, quand l'information existe, si l'auteur est une femme, un homme ou un couple.

Les noms, prénoms, adresses et numéros de téléphone ne sont pas transcrits, en référence au Règlement européen pour la protection des données personnelles (RGPD). En revanche, les données relatives à l'âge et à la profession sont reprises quand elles existent. Si la contribution est datée, la date est indiquée. Si la contribution est signée, cela est indiqué également.

Afin de faciliter la lecture des contributions, l'orthographe a été corrigée mais la syntaxe a été respectée. L'usage des majuscules et de la ponctuation a été uniformisé. Le cas échéant, quelques ajouts ou commentaires apparaissent en italique entre [].

1. Manuscrit, 8 lignes, 224 mots (femme)

On déplore :

- + Le manque de justice sociale dans notre société.
- + L'inertie écologique du gouvernement.
- + Les baisses constantes des niveaux de vie pour les catégories les plus pauvres de notre société (parallèlement à une augmentation faramineuse des salaires et dividendes versés à d'autres catégories).
- + La persistance de différences de salaires entre hommes et femmes (et entre les salaires et charges des différents pays européens).
- + Le manque de transparence des investissements gouvernementaux.
- + La diminution des services publics et l'accroissement des privatisations de toutes sortes...

Face à ces injustices les plus criantes et pour tenter d'y remédier :

- + Suppression des multiples taxes qui gênent le pouvoir d'achat et augmentation des salaires les plus bas.
- + Imposition de tous les revenus réalisés en France (grandes entreprises, GAFA, ent[reprises] du CAC 40...).
- + Économies réalisables en limitant les salaires et primes indécentes des hauts fonctionnaires et de grands patrons.
- + Rétablir l'ISF (partie financière) pour obliger l'investissement des bénéficiaires en France !
- + Rétablir les services publics (hôpitaux, transport, Poste).
- + Rendre compte des fondements des choix et des investissements gouvernementaux, politiques, économiques et sociaux... et consultation dans ces domaines des citoyens par des investissements dans des référendums.
- + S'intéresser enfin réellement aux problèmes écologiques (accélération de la transition écologique, sans la faire porter par les plus pauvres de nos concitoyens...).

[Prénom Nom, Adresse] 81 ans.

2. Manuscrit, 1 ligne, 9 mots (couple)

D'accord avec Madame [Nom] sur tous les points évoqués.

Monsieur et Madame [Nom, Adresse]

3. Manuscrit, 6 lignes, 52 mots (homme)

Le 14 janvier 2019

Bonjour, Monsieur le Maire,

Je souhaite participer au Grand débat de la République. Je vous remercie de m'indiquer les dates et lieu des réunions organisées par la mairie du Bois-Plage-en Ré (ou à défaut, les dates et lieu de réunions organisées par la communauté de communes de l'île de Ré).

Bien cordialement,

[Signature]

[Prénom Nom, Téléphone, Adresses]

[En marge : Retenu par DGS le 29/01/19 à 20h30]

4. Manuscrit, 7 lignes, 64 mots (même homme que n°3)

Le 15 janvier 2019

Le Président MACRON a lancé le GRAND DÉBAT ce jour 15 janvier 2019. Il a aussi demandé aux représentants élus d'organiser ce Grand débat au sein de chaque commune.

Merci, M. le Maire, d'indiquer à la population du Bois-Plage, vos électeurs :

- Qui, pour la mairie, organise ce Grand débat ?
- Dates de réunions.
- Lieu de réunions.

En vous remerciant vivement,

[Signature]

[Prénom Nom]

5. Manuscrit, 35 lignes, 274 mots (couple)

Parmi les thématiques figurant dans la lettre du président MACRON :

-> Comment rendre notre fiscalité plus juste ?

Je propose que tous les foyers fiscaux paient l'impôt, même pour une somme symbolique chez les revenus modestes.

Notre système d'aides et de protections sociales ne peut plus être supporté et financé par moins d'un foyer sur 2.

Les choix de vie des citoyens qui ont décidé de vivre hors système mais perçoivent les aides sociales n'ont pas à être supportés par ceux qui paient l'impôt.

-> Y a-t-il trop d'échelons administratifs ou de niveaux de collectivités locales ?

Oui.

En ce qui concerne l'île de Ré où la population est en baisse : l'INSEE annonce 17 920 habitants au 1/1/2018 dont les 3/4 dans l'ex-canton Sud, soit 13 388 hab.

Est-il raisonnable de maintenir 10 communes et une C[ommunauté] d[e] C[ommunes] ?

Je propose que soit étudié le rattachement de l'île de Ré à la communauté d'agglomération de La Rochelle (avec maintien de 2 mairies 1 Nord et 1 Sud).

On profiterait ainsi de toutes les synergies mises en place, en particulier en matière de transports en commun ; cette mesure serait source d'énormes économies.

-> Faut-il rendre le vote obligatoire ?

Oui.

C'est le fondement d'une démocratie de désigner et choisir ses représentants. Ceux qui ne votent pas ne devraient pas avoir voix au débat public.

Le non-vote serait aussi assorti d'une sanction.

-> Autre problème à soulever : la vie quotidienne des jeunes en milieux ruraux et particulièrement leur difficulté de mobilité qui repose entièrement sur leurs parents.

Le covoiturage n'est pas organisé suffisamment. Il y a des pistes à étudier...

Mme [Initiale Nom, Adresse]

6. Manuscrit, 35 lignes, 245 mots (femme)

1) L'île de Ré où je demeure devrait être un paradis écologique et social ; il n'en est rien (pesticides+++ et logements trop chers)...

2) Je suis gynécologue en retraite de secteur I ; je ne roule pas sur l'or (j'en aurais honte) mais je ne suis pas pauvre et donc ma retraite a été très légèrement diminuée, de 1%...

3) Ma revue préférée de gynécologie ne contient plus que des articles sur les nouvelles molécules thérapeutiques (trop vite mises sur le marché et bcp trop chères). Épidémiologie, sémiologie, étiologie ne font presque plus l'objet de recherches et de publications, sponsorship par les laboratoires oblige...

4) Mon village a été défiguré en pleine campagne de sauvegarde du patrimoine local de XIX^e s., et d'interdiction de l'imperméabilisation des sols (belle maison d'école de 1875 abattue et place publique outrageusement dallée de blanc ivoire)...

Donc l'urgence est dans l'écologie. Donc bénéfiques des 80 km/h, maléfices du diesel. L'amélioration des services publics dégradés ; la décence de l'éventail des salaires, des retraites et des prix aux producteurs ; l'assainissement fiscal ; la représentation proportionnelle stricte à tous les niveaux (du municipal à l'Assemblée nationale et au Sénat).

Abstentionnistes et vote blanc=inefficace,

RIC et RIP=trop simplistes.

En tant que professionnels de la politique, c'est à vous de mettre au point et de faire appliquer les mesures adéquates, en France et à l'international, avec une harmonisation générale de la société humaine.

cf *De la cupidité* par Joseph Stiglitz, prix Nobel

Mme [Prénom Nom]

7. Dactylographié et manuscrit, 22 + 53 lignes, 1108 mots

[manuscrit] Les questions posées par E. MACRON

[Partie dactylographiée]

Dans sa « Lettre ouverte aux Français » rendue publique dimanche 13 janvier, le chef de l'État a souhaité « formuler quelques-unes » des questions du Grand débat national « qui n'épuisent pas le débat mais [lui] semblent au cœur de nos interrogations ».

Document : la lettre d'Emmanuel Macron aux Français.

I-Fiscalité et dépenses publiques

1. Comment pourrait-on rendre notre fiscalité plus juste et plus efficace ?
2. Quels impôts faut-il à vos yeux baisser en priorité ?
3. Quelles sont les économies qui vous semblent prioritaires à faire ?
4. Faut-il supprimer certains services publics qui seraient dépassés ou trop chers par rapport à leur utilité ? À l'inverse, voyez-vous des besoins nouveaux de services publics et comment les financer ?
5. Comment mieux organiser notre pacte social ? Quels objectifs définir en priorité ?

II-Organisation de l'État et des services publics

1. Y a-t-il trop d'échelons administratifs ou de niveaux de collectivités locales ?
2. Faut-il renforcer la décentralisation et donner plus de pouvoir de décision et d'action au plus près des citoyens ? À quels niveaux et pour quels services ?
3. Comment voudriez-vous que l'État soit organisé et comment peut-il améliorer son action ?
4. Faut-il revoir le fonctionnement de l'administration et comment ?
5. Comment l'État et les collectivités locales peuvent-ils s'améliorer pour mieux répondre aux défis de nos territoires les plus en difficulté et que proposez-vous ?

III-Transition écologique

1. Comment finance-t-on la transition écologique : par l'impôt ? Par les taxes ? Qui doit être concerné en priorité ?
2. Comment rend-on les solutions concrètes accessibles à tous, par exemple pour remplacer sa vieille chaudière ou sa vieille voiture ? Quelles sont les solutions les plus simples et les plus supportables sur un plan financier ?
3. Quelles sont les solutions pour se déplacer, se loger, se chauffer, se nourrir qui doivent être conçues plutôt au niveau local que national ?
4. Quelles propositions concrètes feriez-vous pour accélérer notre transition environnementale ?
5. Comment devons-nous garantir scientifiquement les choix que nous devons faire à cet égard ?
6. Comment faire partager ces choix à l'échelon européen et international pour que nos producteurs ne soient pas pénalisés par rapport à leurs concurrents étrangers ?

IV-Démocratie et citoyenneté

1. Faut-il reconnaître le vote blanc ? Faut-il rendre le vote obligatoire ?
2. Quelle est la bonne dose de proportionnelle aux élections législatives pour une représentation plus juste de tous les projets politiques ?
3. Faut-il, et dans quelles proportions, limiter le nombre de parlementaires ou autres catégories d'élus ?
4. Quel rôle nos assemblées, dont le Sénat et le Conseil économique, social et environnemental doivent-ils jouer pour représenter nos territoires et la société civile ? Faut-il les transformer et comment ?
5. Quelles évolutions souhaitez-vous pour rendre la participation citoyenne plus active, la démocratie plus participative ?
6. Faut-il associer davantage et directement des citoyens non élus, par exemple tirés au sort, à la décision publique ?
7. Faut-il accroître le recours aux référendums et qui doit en avoir l'initiative ?

8. Que proposez-vous pour améliorer l'intégration dans notre Nation ?
9. En matière d'immigration, une fois nos obligations d'asile remplies, souhaitez-vous que nous puissions nous fixer des objectifs annuels définis par le Parlement ? Que proposez-vous afin de répondre à ce défi qui va durer ?
10. Comment renforcer les principes de la laïcité française, dans le rapport entre l'État et les religions de notre pays ?
11. Comment garantir le respect par tous de la compréhension réciproque et des valeurs intangibles de la République ?

[Partie manuscrite]

I - 1/ Plus juste : en arrêtant de faire payer par 45 % des foyers fiscaux notre système de solidarité, quasiment unique au monde, à préserver, en demandant à chaque foyer de s'acquitter [d']un impôt d'un montant de principe. Nous avons tous des droits et nous avons tous des devoirs. Démarche qui développe l'appartenance, le vivre ensemble.

Plus efficace : en obtenant le règlement des quelque 80 milliards d'€ de fraude fiscale :

- en obtenant le règlement du paiement de l'IS par toutes les entreprises qui travaillent en France,
- en instaurant une fiscalité européenne commune,
- en instaurant à l'échelon une Europe sociale. Dans les deux cas, il est possible de commencer avec tous les pays qui sont volontaires.

2/ L'égalité devant l'impôt conduit à supprimer la TH à l'égard de tous les foyers.

- Sujet qui nécessite beaucoup d'autres connaissances pour ne pas conduire à un déséquilibre des recettes de l'État,
- Démarche idéologique ou pragmatique ?

3/ Les économies :

La source des économies existe bel et bien dans tous les rapports de la Cour des comptes !!

4/ Services publics dépassés ou trop chers : voir rapports de la Cour des comptes.

Nouveaux : multiplier les maisons multiservices tant en milieu rural ou périurbain pour répondre aux sujets qui ne sont traités que par l'informatique.

II – 1/ Nous en nommes toujours à plus de 35 000 communes. Ce n'est pas réaliste. Développons les fusions, augmentons la taille des CDC, des CDA.

L'île de Ré est concernée : 85 km² < 18 000 personnes, 10 communes !

Il est grand temps de passer à une commune unique, avec des mairies annexes pour les services de proximité et sociaux.

Efficacité qui tend vers l'efficience, qui gomme "Les cantons Nord-Sud" et donne une réelle unité à l'île. Aspect confirmé si besoin est par la réalisation d'un PLUI pour toute l'île.

2/ Oui, mais quoi ? Il n'est pas possible d'appliquer 65 millions de points de vue.

3 et 4/ Sujet trop lourd dans ce questionnaire.

5/ Territoire en difficulté : sur quel critère, qui, pourquoi ?

III – 1/ Les entreprises sont concernées par ce sujet comme pollueurs. Mais les citoyens sont autant sujets par cette transition. Il manque une très importante pédagogie à leur égard.

2, 3 et 4/ Sujet trop lourd dans ce questionnaire.

5/ Les experts ne manquent [pas] mais ceux qui sont indépendants sont trop rares, ce qui est un vrai problème permanent dans tous les domaines.

6/ En facilitant la vente directe qui donne à consommer des produits d'une autre qualité.

IV – 1/ Rendre le vote obligatoire et introduire le vote blanc.

2/ Attention aux "minorités agissantes".

3, 4, 5, 6, 7/ Sujet trop lourd.

8/ Ne pas toucher au droit d'asile. Le défi a pour réponse d'aider des pays "fournisseurs" sur le plan économique.

9, 10, 11/ Sujet trop lourd.

Au travers de la fiscalité ou d'autres sujets, il est urgent d'augmenter les moyens de subsistance des plus "pauvres" qui n'étaient pas forcément "présents" ces derniers temps au tour des giratoires.

[Nom] – Le Bois Plage.

8. Manuscrit, 30 lignes, 218 mots (homme)

Augmentation des salaires minimum. Déblocage des indices des points pour les fonctionnaires.

Salaire égal pour homme et femme à poste égal.

Retraite indexée au coût de la vie -Supprimer la CSG.

Rattrapage du coût de la vie.

Redistribution plus juste des bénéfices. Faciliter l'ascenseur social.

Impôts : un pourcentage fixe retenu sur tous les salaires pour une égalité entre tous. Supprimer les niches fiscales qui ne sont pas utiles à tous.

Électricité-gaz-eau et carburant : contrôle de la véracité des taxes et de leur réalité.

Écologies. Favoriser la recharge pour un nouveau carburant. Favoriser par des subventions pour passer de l'essence au mélange essence-éthanol. Nouveau pot d'échappement pour les vieux diesels comme en Allemagne, et toutes nouvelles solutions pour arriver en douceur à une nouvelle écologie.

Efforts de quantités, de qualités et d'horaires pour les moyens de transport en commun. Supprimer sur très peu d'années tous les produits toxiques dans l'agriculture pour préserver la faune et la flore.

Supprimer le Sénat et créer une assemblée d'élus pour toutes les lois sociétales. Des élus venant de la société civile (syndicat ouvrier, patronal ou association).

Garder les services publics dans les campagnes. Améliorer rapport État / campagne et province.

Stopper toutes les réformes en cours pour rétablir de vraies négociations. Les réformes ne doivent pas servir à une destruction sociale.

[Nom] Bois-Plage

9. Manuscrit, 30 lignes, 202 mots (homme)

Le 28 01 2019

Bravo pour ce grand débat. Faisons évoluer notre république PARLEMENTAIRE.

Diminution du nombre des députés et sénateurs, que le Sénat et le Conseil économique et social fusionnent.

Pour les parlementaires, surveillance stricte de l'usage de l'indemnité de représentation parlementaire pour chaque note de frais et chaque année pour tous.

Que les observations des cours des comptes régionales et nationale soient impératives.

Pas de cumul des mandats, y compris locaux ou territoriaux. Exemple : M. Quillet, président CDC, maire, vice-président cons[eil]. départemental +++

Pas plus de 2 ou 3 mandats selon population des communes.

Pas de logements de fonction pour les ministres ou hauts fonctionnaires et avantages annexes.

Fin des avantages dédiés aux anciens présidents ou anciens 1^{ers} ministres.

Respect des lois votées par le Parlement. Les décrets d'application doivent être rapides et obligatoires. Exemple : E170, E171 bloqués par B. Le Maire au mépris du vote parlementaire. Et beaucoup d'autres exemples...

L'interdiction très rapide des pesticides et glyphosate.

Mise sous surveillance stricte de tous les lobbies et obligation pour les députés et autres de déclarer tous contacts avec les groupes [de] pression.

Réduire le nombre de communes et veiller à ce que le président de la CDC soit élu au suffrage universel.

[Signature]

[Initiales Nom, Adresse]

10. Manuscrit encre bleue, recto/verso, 55 lignes, 375 mots

Janvier 2019

Nous avons élu des hommes / femmes politiques pour leurs compétences et aptitudes à gérer un "domaine" en toute connaissance de causes, chiffres en main.

Il leur incombe donc à eux et eux seuls selon leur niveau (de communal à national) d'élaborer deux à trois plans de sortie de crise avec avantages et inconvénients par domaines majeurs, les objectifs étant nuancés... et de nous les soumettre par référendum.

J'entends par domaines majeurs :

- Le pouvoir d'achat : -> bannir l'assistanat ! Tout salaire doit permettre de vivre. Et un retraité qui se remet au travail par nécessité ne doit pas être taxé démesurément, mais symboliquement.
- École : obligatoire : -> emploi obligatoire 1 à 2 ans ! "Revenir sur terre" : former nos jeunes au plus tôt à des métiers concrets, qui paient !
- La fiscalité !-> trop contournée par ceux qui en ont les moyens ! FIN des indemnités, primes, avantages en nature (voiture, logt...). Pour les énormes profits, obligation d'en reverser un pourcentage (significatif) à l'ensemble du personnel de l'entreprise.

Cahier de Le Bois-Plage-en-Ré

- Finis les avantages à vie pour "nos politiques" !
- L'immigration choisie : finis le rapprochement familial systématique et +.... / le droit du sol.
- C'est la cotisation sur salaire qui donne droit aux avantages sociaux de notre pays.
- Formule HLM : -> fini l'entretien dû à vie ! Il faut les mettre en accès progressif et facilité à la propriété.
- Économie : -> faire payer très cher la délocalisation des entreprises.
- Taxer lourdement l'importation de produits étrangers.
- Désert médical : aides aux étudiants en médecine : => 5 premières années à exercer obligatoirement là ou l'État /la région le demande.
- Écologie : On étale les aménagements sur une décennie et non pas sur 2 ou 3 ans ! (habitudes de consommation, véhicules...)
- 80km/h uniquement sur routes particulièrement accidentogènes, et décidé par les préfets de chaque région.
- Écotaxe : taxe au km parcouru pour les transporteurs étrangers qui traversent notre pays. Elle peut être payée par TOUS (Français, étrangers) mais reversée /restituée seulement à nos transporteurs français.

Tout ceci n'est qu'un échantillon de revendications.

À chacun son métier ! Seuls des professionnels peuvent y consacrer le temps nécessaire pour aboutir.

[Initiales]

[FIN]